

ACTION URGENTE

UNE FEMME OUIGHOURE DETENUE AU SECRET APRES UN PROCES SECRET
Buzainafu Abudourexiti, qui est retournée en Chine en 2015 après avoir étudié pendant deux ans en Égypte, a été soudainement arrêtée en mars 2017 et condamnée, à l'issue d'un procès secret, à sept ans d'emprisonnement. Aucune information n'a été fournie quant aux faits qui lui sont reprochés, mais l'on pense qu'elle est victime d'une vaste répression visant les étudiants ouïghours ayant étudié à l'étranger. Elle est détenue au secret et risque fortement de subir des actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements.

Buzainafu Abudourexiti, qui est ouïghoure, a été arrêtée au domicile de ses parents, à Ürümqi, dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, le 29 mars 2017, et transférée dans la ville d'Akesu, à 1 000 kilomètres de là. Selon certaines sources, elle a été condamnée le 5 juin, sans qu'elle ait un avocat, à sept ans d'emprisonnement, et elle est actuellement détenue dans la prison pour femmes d'Ürümqi. Sa famille n'a reçu aucune information au sujet de cette affaire, et elle ignore même les motifs pour lesquels la jeune femme a été condamnée. Buzainafu Abudourexiti était enceinte au moment où elle a été arrêtée, mais elle n'a apparemment plus d'enfant. On ignore tout de son état de santé actuel.

Buzainafu Abudourexiti est partie en Égypte pour étudier l'islam pendant deux ans. Elle est retournée à Ürümqi en 2015 et a travaillé dans l'entreprise de son père tout en apprenant l'anglais. Comme elle comptait rejoindre son mari en Australie, elle est retournée en Égypte en septembre 2015 pour obtenir les documents nécessaires pour sa demande de visa. Elle a reçu de la préfecture de police d'Ürümqi les autorisations nécessaires pour son visa, et son mari avait déposé une demande pour un visa de conjointe avant son arrestation.

L'incarcération de Buzainafu Abudourexiti pourrait s'inscrire dans le cadre d'une vaste répression menée contre la minorité ethnique ouïghoure. Selon Radio Free Asia, les autorités chinoises ont commencé en mai 2017 à contraindre des Ouïghours étudiant dans des universités à l'étranger à rentrer en Chine. Début juillet, quelque 200 Ouïghours ont été arrêtés en Égypte sur ordre des autorités chinoises, et l'on reste sans nouvelles de 22 d'entre eux qui ont été renvoyés de force dans leur pays.

Les médias ont fait état de l'ampleur et de la sévérité des nouvelles mesures en matière de sécurité qui ont été appliquées depuis l'arrivée au pouvoir, en 2016, de Chen Quanguo, le nouveau secrétaire du parti dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang ; plus de 90 000 postes liés à la sécurité ont ainsi été annoncés en l'espace d'un an. En octobre 2016, de nombreuses informations ont été publiées signalant que les autorités de la région avaient confisqué les passeports ouïghours dans le but d'entraver davantage encore le droit de circuler librement.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en anglais ou en chinois), EXHORTEZ LES AUTORITÉS À :

- veiller à ce que Buzainafu Abudourexiti puisse avoir des contacts régulièrement et sans restriction avec sa famille et avec les avocats de son choix et à ce qu'elle ne soit pas soumise à des actes de torture ni à d'autres mauvais traitements ;
- libérer immédiatement et sans condition Buzainafu Abudourexiti, à moins qu'il n'existe des éléments crédibles, suffisants et recevables indiquant qu'elle pourrait avoir commis une infraction reconnue par le droit international et qu'elle ne soit rejugée dans le cadre d'un procès respectant cette fois les normes internationales d'équité ;
- lui permettre de bénéficier rapidement, régulièrement et sans restriction de soins médicaux, si nécessaire ou à sa demande.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 9 NOVEMBRE 2017 À :

Party Secretary of Xinjiang Uighur Autonomous Region - Secrétaire du parti dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang
 Chen Quanguo Shuji
 479 Zhongshanlu
 Urumqi, Xinjiang
 République populaire de Chine
Formule d'appel : Dear Secretary, / Monsieur,

Directeur du centre de détention - Director Xinjiang Uighur Autonomous Region Women's Prison
 17 Kashidonglu
 Wulumuqi, Xinshiqu
 Xinjiang
 République populaire de Chine
Formule d'appel : Dear Director, / Monsieur,

Copies à :
Premier ministre - Premier
 Li Keqiang Zongli
 Guowuyuan Bangongting
 2 Fuyoujie, Xichengqu
 Beijing Shi 100017
 République populaire de Chine
 Fax : +86 10 6596 1109

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays. (adresse/s à compléter) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

ACTION URGENTE

UNE FEMME OUIGHOURE DETENUE AU SECRET APRES UN PROCES SECRET

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les Ouïghours sont une minorité ethnique principalement de confession musulmane. Ils vivent surtout dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Depuis les années 1980, ils sont la cible de violations graves et systématiques des droits humains : arrestations et incarcérations arbitraires, détention au secret, restrictions de la liberté de religion et de l'exercice des droits sociaux et culturels, notamment. Les autorités locales continuent de contrôler étroitement la pratique religieuse, y compris en interdisant à tous les fonctionnaires et aux mineurs de moins de 18 ans de fréquenter les mosquées. Les politiques gouvernementales chinoises limitent l'usage de la langue ouïghoure, imposent des restrictions sévères à la liberté religieuse et soutiennent l'arrivée en masse de migrants hans dans la région.

En mai 2014, une campagne visant à « frapper fort » a été lancée pour un an dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Les autorités ont privilégié les arrestations expéditives, les procès rapides et les condamnations collectives. Le gouvernement a appelé à un renforcement de la « coopération » entre le parquet et les tribunaux, ce qui a avivé les craintes quant à l'équité des procès. La campagne visant à « frapper fort » a été prolongée dans les années qui ont suivi, et les autorités ont fortement augmenté les dépenses allouées à la police. De nombreux Ouïghours ont alors décidé de fuir le pays. Les autorités chinoises ont répliqué en harcelant leurs proches afin de faire pression sur eux pour qu'ils reviennent, et en s'efforçant de limiter les activités des militants politiques et des défenseurs des droits humains ouïghours à l'étranger. De nombreux Ouïghours vivant à l'étranger, et notamment les demandeurs d'asile et les réfugiés, craignent d'autant plus le renvoi forcé en Chine. Ces dernières années, des dizaines de demandeurs d'asile ouïghours ont été renvoyés de force vers la Chine depuis des pays d'Asie du Sud-Est et d'Asie centrale.

En mars 2017, la région autonome ouïghoure du Xinjiang a adopté la « réglementation sur la lutte contre l'extrémisme » qui définit et interdit un large éventail de comportements qualifiés d'« extrémistes » tels que la « diffusion de pensées extrémistes », le fait de critiquer des émissions de la radio ou de la télévision publiques ou de refuser de les écouter ou de les regarder, le port de la burka, le port d'une barbe « anormale », le fait de s'opposer aux politiques nationales, et la publication, le téléchargement, le stockage et la lecture d'articles, de publications, ou de matériel audiovisuel présentant « un contenu extrémiste ». Cette réglementation a également instauré « un système de responsabilisation » destiné aux cadres du gouvernement pour le travail de « lutte contre l'extrémisme », et mis en place une évaluation annuelle de leurs performances.

RFA, The Globe and Mail, et Human Rights Watch ont signalé que de nombreux lieux de détention ont été créés dans la région, portant divers noms tels que « centre de lutte contre l'extrémisme », « centre d'étude politiques », ou encore « centre d'éducation et de transformation », dans lesquels des personnes sont détenues de façon arbitraire pendant 6 à 12 mois ou plus longtemps encore, et forcées d'apprendre la législation et les politiques de la Chine. Un grand nombre des personnes ciblées ont été vues en train de prier, de tenir des ouvrages religieux, ou sont allées à l'étranger ou ont des membres de leur famille qui vivent à l'étranger.

Nom : Buzainafu Abudourexiti
Femme